

**MICHAUDET** Jean, Pierre, Ernest

**Etat civil :**

Né le 14 mai 1923 à Serley (Saône-et-Loire).

**Famille :**

Fils de Jean Michaudet, Agriculteur, et de Jeanne Boivin. Célibataire (à la date de 1952)<sup>1</sup>. Marié à Simone Astruc (<sup>2</sup>), Dame rédactrice à la Banque de France (à la date de 1964<sup>3</sup>) puis Rédactrice Principale à la Banque de France (à la date de 1973).<sup>4</sup> Deux enfants : Anne-Marie; Olivier.<sup>5</sup>

**Position :**

Inspecteur Général. Retraité à compter du 4 avril 1988.<sup>6</sup>

**Formation :**

Etudes au cours complémentaire de Saint-Germain-du-Bois puis au Lycée de Mâcon (Saône-et-Loire) en qualité d'élève instituteur.<sup>7</sup> Certificat d'Etudes Primaires, Brevet Elémentaire de Capacité pour l'Enseignement Primaire<sup>8</sup> le 14 mars 1940<sup>9</sup>. Baccalauréat Mathématiques<sup>10</sup> au Lycée Lamartine à Mâcon (Saône-et-Loire). Faculté de droit de Paris (suit les cours de François Perroux sur la monnaie<sup>11</sup>). Diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique. Admis au concours de Surnuméraire des P.T.T. les 1er-2-3 septembre 1942 à Mâcon (Saône-et-Loire).<sup>12</sup> Suit le cours de contrôleurs à l'usage des empêchés de guerre du 16 janvier au 16 avril 1947 dont il sort 2è/26.<sup>13</sup> Tente d'intégrer en 1959 la session du C.H.E.A. sans succès.<sup>14</sup> Admis à suivre les travaux du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.) le 2 mars 1962 (arrêté du 27 février 1962, *J.O.* du 2 mars 1962)<sup>15</sup>.

---

<sup>1</sup> A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T. 950497 carton 4, fiches renseignements E.N.A. promotion 1949-1952.

<sup>2</sup> "Jean Michaudet", La Documentation permanente, 21 novembre 1986, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

<sup>3</sup> Feuille d'avancement de grade pour le grade d'Administrateur hors classe, 18 février 1964, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>4</sup> Feuille d'avancement de grade pour le grade d'Inspecteur général, 5 juin 1973, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>5</sup> "Jean Michaudet", La Documentation permanente, 21 novembre 1986, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

<sup>6</sup> Dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>7</sup> Notice 886 bis de J. Michaudet, 21 décembre 1944, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>8</sup> Feuille n°886 de demande d'emploi de Surnuméraire, 6 juillet 1942, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>9</sup> Copie conforme du diplôme, 6 juillet 1942, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>10</sup> A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T. 950497 carton 4, fiches renseignements E.N.A. promotion 1949-1952.

<sup>11</sup> Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), 22è session, Fiche de renseignement "Réception individuelle des auditeurs", annotation manuscrite, A.N., C.A.C., 780392/25, dossier 2.

<sup>12</sup> Feuille de présence de J. Michaudet au concours de Surnuméraire, septembre 1942, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>13</sup> Feuille de résultats du cours, s.d. [1947], dossier personnel de Jean Michaudet, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>14</sup> Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), 22è session, dossier personnel de J. Michaudet au C.H.E.A. "Notice relative à la situation administrative de M. Michaudet Jean", 13 janvier 1962, A.N., C.A.C., 780392/25, dossier 2.

<sup>15</sup> Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), 22è session, A.N., C.A.C., 780392/25, dossier 2.

Très bonne maîtrise de la langue anglaise<sup>16</sup>, ce qui lui permet de participer à un colloque franco-canadien organisé à l'Institut de sciences économique appliqué, entre économistes des deux pays.<sup>17</sup> Suit la 22<sup>e</sup> session du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.) du 8 mars au 13 juillet 1962 consacrée à l' "Etude des marchés et de la distribution de la viande, des fruits et légumes, des produits laitiers, du vin".<sup>18</sup> Diplômé du Centre des hautes études administratives (décision du ministère d'Etat chargé de la Réforme administrative du 21 mars 1963 *J.O.* n°91 du 17 avril 1963 p. 3563).<sup>19</sup> E.N.S.P.T.T. 1949 (3 octobre<sup>20</sup>)-1952, promotion dont il est sorti major<sup>21</sup>, 2<sup>e</sup>/24 sortie E.N.A., 1<sup>er</sup>/24 sortie E.N.S.P.T.T., 1<sup>er</sup>/24 Général.<sup>23</sup> Langues anglaise et allemande pratiquées.<sup>24</sup> Dans le même temps où il s'occupe de la direction du Budget et de la comptabilité, il poursuit des études à l'Institut de sciences économiques appliquées et au Collège de France (suit les cours de François Perroux)<sup>25</sup>, et à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes.<sup>26</sup>

### **Service militaire :**

Chantiers de jeunesse (groupement 43 groupe 7 à Artemare (Ain)) du 14 juillet au 7 octobre 1943). Evadé et entré aux Mouvements Unis de Résistance puis aux Volontaire F.F.I. (trois mois).<sup>27</sup> " Rejoint volontairement les FFI le 6 juillet 1944 au PC du district de Louhans libéré le 4 octobre 1944. Incorporé le 6 mars 1945 au COAB 422. Nommé Maréchal des logis le 1<sup>er</sup> juillet 1945. Muté au 5<sup>e</sup> Dragons le 5 août 1945. Muté Transmissions 27<sup>e</sup> DA le 17 septembre 1945. Affecté Poste Militaire des T.O. en Autriche le 2 octobre 1945. Affecté au BPM 420 le 26 octobre 1945. Démobilisé le 24 avril 1946 par l'organe démobilisateur de la Compagnie

---

<sup>16</sup> Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), 22<sup>e</sup> session, Fiche de renseignement dactylographiée en vue de l'intégration des différents candidats dans les groupes de travail, A.N., C.A.C., 780392/25, dossier 2.

<sup>17</sup> Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), 22<sup>e</sup> session, dossier personnel de J. Michaudet au C.H.E.A. " Notice relative à la situation administrative de M. Michaudet Jean ", 13 janvier 1962, appréciation du directeur du Budget et de la comptabilité au verso de la notice, A.N., C.A.C., 780392/25, dossier 2.

<sup>18</sup> Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), 22<sup>e</sup> session, A.N., C.A.C., 780392/25, dossier 2.

<sup>19</sup> Photocopie du *J.O.* du 17 avril 1963, dossier personnel de Jean Michaudet, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>20</sup> A.N., archives E.N.S.P.T.T. 950497 carton 4, fiches renseignements E.N.A. promotion 1949-1952.

<sup>21</sup> Postes et Télécommunications, n°150-151, juin-juillet 1968, p. 12.

<sup>22</sup> A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T. 950497 carton 4, fiches renseignements E.N.A. promotion 1949-1952.

<sup>23</sup> A.N. C.A.C., archives de l'E.N.S.P.T.T. 950497/65, carton 65, dossier Classement général final E.N.S.P.T.T. promotion 1940-1970.

<sup>24</sup> A.N., archives de E.N.S.P.T.T. 950497 carton 4, classement sortie promotion 1949-1952.

<sup>25</sup> Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), 22<sup>e</sup> session, dossier personnel de J. Michaudet au C.H.E.A. " Notice relative à la situation administrative de M. Michaudet Jean ", 13 janvier 1962, appréciation du directeur du Budget et de la comptabilité au verso de la notice, A.N., C.A.C., 780392/25, dossier 2.

<sup>26</sup> Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), 22<sup>e</sup> session, dossier personnel de J. Michaudet au C.H.E.A., Mémoire de Jean Michaudet au sujet de sa candidature au cycle de travaux organisé par le Centre des hautes Etudes Administratives, p. 3, A.N., C.A.C., 780392/25, dossier 2.

<sup>27</sup> Lettre manuscrite de J. Michaudet au ministre des Postes et Télécommunications, 28 octobre 1944, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

101 du 8<sup>e</sup> ERT. <sup>28</sup> Mobilisé 13 mois et 16 jours. <sup>29</sup> Sous-officier de réserve-classe 1943-1<sup>ère</sup> région, Arme blindée. <sup>30</sup>

### Carrière :

-1943 :

1er novembre 1943 : Commis des P.T.T.<sup>31</sup>

-1945 :

21 janvier 1945 : Contrôleur au central télégraphique de Paris du 21 janvier 1945 au 16 mars 1947. <sup>32</sup> *Entré dans l'administration en 1945.* <sup>33</sup>

-1946 :

1er août 1946 : Contrôleur<sup>34</sup> au Service Télégraphique de la Présidence de la République.<sup>35</sup>

-1947 :

16 mars 1947 : Au Service Télégraphique de la Présidence de la République du 16 mars 1947 au 3 octobre 1949.<sup>36</sup>

-1948 :

1er janvier 1948 : Inspecteur-adjoint<sup>37</sup> au Service Télégraphique de la Présidence de la République.<sup>38</sup>

-1949 :

1er octobre : Inspecteur-Rédacteur à l'E.N.S.P.T.T.<sup>39</sup>

-1952 :

1er octobre 1952 : Administrateur de 3<sup>e</sup> classe<sup>40</sup> à la Direction du Budget et de la Comptabilité<sup>41</sup> (arrêté du 15 octobre 1952 à compter du 1er octobre 1952).<sup>42</sup> *Administrateur au ministère des P.T.T. (bureau du budget puis au service des études économiques et du plan à la direction du budget et de la comptabilité (1952-1958).* <sup>43</sup>

---

<sup>28</sup>Etat signalétique et des services [militaires] de Jean Michaudet, 12 juillet 1946, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>29</sup> A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T. 950497 carton 4, fiches renseignements E.N.A. promotion 1949-1952.

<sup>30</sup> Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), 22<sup>e</sup> session, dossier personnel de J. Michaudet au C.H.E.A. " Notice relative à la situation administrative de M. Michaudet Jean ", 13 janvier 1962, A.N., C.A.C., 780392/25, dossier 2.

<sup>31</sup> Notice individuelle de J. Michaudet (CV), s.d. [1968], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>32</sup> A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T. 950497 carton 4, fiches renseignements E.N.A. promotion 1949-1952.

<sup>33</sup> Postes et Télécommunications, n°150-151, juin-juillet 1968, p. 12. [Bibliothèque du Musée de La Poste]

<sup>34</sup> Notice individuelle de J. Michaudet (CV), s.d. [1968], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>35</sup> Notice de Jean Michaudet (CV) 1945 à 1986, s. d. [1986], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>36</sup> A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T. 950497 carton 4, fiches renseignements E.N.A. promotion 1949-1952.

<sup>37</sup> Notice individuelle de J. Michaudet (CV), s.d. [1968], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>38</sup> Notice de Jean Michaudet (CV) 1945 à 1986, s. d. [1986], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>39</sup> Notice individuelle de Michaudet (CV), s.d. [1968], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>40</sup> Notice individuelle de Michaudet (CV), s.d. [1968], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>41</sup> Notice de Jean Michaudet (CV) 1945 à 1986, s. d. [1986], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>42</sup>Notification de la nomination, 10 novembre 1952, dossier personnel de Jean Michaudet, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>43</sup> Messages des P.T.T., n°315, avril 1982, p. 34. [CHP]

-1953 :

1er février 1953 : Administrateur de 2<sup>e</sup> classe<sup>44</sup> à la Direction du Budget et de la Comptabilité<sup>45</sup> (arrêté du 3 février 1955 titularisé dans le grade correspondant à compter du 1er février 1953).<sup>46</sup>

-1959 :

1er janvier 1959 : Administrateur de 1<sup>e</sup> classe<sup>47</sup> (arrêté du 17 décembre 1960 à compter du 1er janvier 1959<sup>48</sup>) à l'Administration Centrale Direction du Budget et de la Comptabilité " Il dirige remarquablement un bureau d'étude économiques et financières ".<sup>49</sup> Ministère des P.T.T., bureau du Budget, 20 avenue de Ségur Paris 7<sup>e</sup>.<sup>50</sup>

-1962 :

8 mars- 13 juillet 1962 : Auditeur à la 22<sup>e</sup> session du C.H.E.A. A l'occasion de son entrée au C.H.E.A. rédige un mémoire sur les problèmes posés par le développement urbain aux P.T.T. dans un raisonnement exactement contraire au plan de développement des villes nouvelles entamé entre autres par Paul Delouvrier : Tout plan d'aménagement des grandes agglomérations en vue de la diminution de leur densité vers des zones suburbaines se trouve accompagné par l'installation de nouveaux services de la poste et des télécommunications ce qui pose des problèmes de coûts. A efficacité du service constante, les coûts de la distribution, les prix de revient, sont inversement proportionnels à l'augmentation de la densité de la population. Plus la densité de population diminue, plus le renfort en personnel se fait sentir en raison des distances, plus la longueur des réseaux téléphonique ou autre est importante, plus le besoin de construction de Bureaux de Poste se fait sentir. Mais, en tant que service public les P.T.T. se doivent d'accompagner tout développement local comme le font d'autres administrations. Il faut simplement qu'avant de prendre des décisions d'aménagement, les différents responsables des administrations concernées par cet aménagement se consultent pour évaluer quelle serait la solution la moins coûteuse globalement.<sup>51</sup>

-1963 :

5 août 1963 : Nommé Administrateur hors classe<sup>52</sup> (arrêté n°42A du 5 août 1964 à compter du 5 août 1963) à la Direction du Budget et de la Comptabilité.<sup>53</sup>

---

<sup>44</sup> Notice individuelle de Michaudet (CV), s.d. [1968], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>45</sup> Notice de Jean Michaudet (CV) 1945 à 1986, s. d. [1986], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>46</sup> Notification de nomination, 23 février 1955, dossier personnel de Jean Michaudet, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>47</sup> Notice individuelle de Michaudet (CV), s.d. [1968], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>48</sup> Notification de nomination, 3 janvier 1961, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>49</sup> Feuille d'avancement de grade pour le grade d'Administrateur hors classe, 18 février 1964, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>50</sup> Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), 22<sup>e</sup> session, A.N., C.A.C., 780392/25, dossier 2.

<sup>51</sup> Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), 22<sup>e</sup> session, dossier personnel de J. Michaudet au C.H.E.A. , Mémoire d'entrée au C.H.E.A. de J. Michaudet, A.N., C.A.C., 780392/25, dossier 2.

<sup>52</sup> Notice individuelle de Michaudet (CV), s.d. [1968], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>53</sup> Notification de la nomination, 28 août 1964, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

-1965 :

Administrateur hors classe à la date de 1965, assiste Marcel Coutier (ingénieur en chef des télécommunications qui est chargé du nouveau Service des Etudes Economiques et du Plan créé le 9 juillet 1965) à dater du 9 juillet 1965 (décision cab. n°5673 du 9 juillet 1965).<sup>54</sup>

-1967 :

10 avril 1967 : Conseiller technique au Cabinet du ministre des Postes et Télécommunications<sup>55</sup> (arrêté n°992 du 18 avril 1967, *J.O.* du 20 avril 1967<sup>5657</sup>), Y. Guéna (qui part à la suite des événements de mai 1968 : échec de l'appel à la radio pour reprendre le travail, échec des tentatives d'organisation de "comités de reprise", intervention des policiers dans les Bureaux..., même s'il a proposé la double compensation des dimanches et l'augmentation de 100 F. la prime de résultat d'exploitation pour 1968<sup>58</sup>) puis Bettencourt en 1968. <sup>59</sup> *Conseiller technique au cabinet du ministre Yves Guéna (18 avril 1967<sup>60</sup> et 1968-1969).*<sup>61</sup>

Mai 1967 : Nommé par le ministre des P.T.T. (Y. Guéna) membre temporaire du groupe d'études Finances-P.T.T. (dont Mongas est membre permanent et l'Inspecteur des Finances Chanet Président), Chargé particulièrement de l'exécution de la première mission du groupe : Après le constat par Y. Guéna d'un retard de l'équipement du téléphone en France, ce groupe de travail est chargé de présenter ses conclusions sur 1) Le financement du téléphone en France : possibilité de recourir -à un autofinancement plus important. -aux emprunts sur le marché français, soit sous la forme actuelle, soit par l'intermédiaire des banques et de la Caisse des Dépôts et Consignations. -aux emprunts sur le marché étranger. -au développement du système des avances remboursables, grâce notamment à l'octroi d'un intérêt aux usagers qui consentent de telles avances. Les conclusions de la première mission étant à rendre en principe pour le 1er juin 1967. <sup>62</sup> *Chargé de la gestion (1967-1972) de la Caisse Nationale des Télécommunications.*<sup>63</sup>

-1968 :

3 mai 1968 : Nommé Directeur adjoint à la Direction Générale des Télécommunications (arrêté interministériel du 3 mai 1968 à compter du 3 mai 1968)<sup>64</sup>, Direction des Affaires Commerciales et Télématicques.<sup>65</sup> *Directeur adjoint à la direction générale des*

---

<sup>54</sup> Bulletin Officiel des P.T.T., 1965, "Blanc". [CHP].

<sup>55</sup> Notice individuelle de Michaudet (CV), s.d. [1968], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>56</sup> Bulletin Officiel des P.T.T., 1967, "Saumon", 1015 cab 5, diff z, 36z.

<sup>57</sup> Bulletin Officiel des P.T.T., 1967, "Blanc", p. 36z.

<sup>58</sup> Tract, "Déclaration de Georges Séguy à la conférence de presse du 31 mai 1968", 31 mai 1968, archives C.G.T.-P.T.T. Montreuil, Carton A11, Evénements de mai-juin 1968, Tracts, résultats, Négociations, Dossier Mai-Juin 1968, Tracts.

<sup>59</sup> Notice de Jean Michaudet (CV) 1943 à 1985, 24 juillet 1986, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>60</sup> Postes et Télécommunications, n°150-151, juin-juillet 1968, p. 12. [Bibliothèque du Musée de La Poste]

<sup>61</sup> Messages des P.T.T., n°315, avril 1982, p. 34.

<sup>62</sup> Lettre dactylographiée de Yves Guéna au ministre de l'Economie et des Finances Michel Debré, 3 mai 1967 et lettre dactylographiée de Y. Guéna à l'Inspecteur des Finances Chanet, 2 mai 1967, Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) 10D 000 2374, dossier n°1 groupe d'études Finances -P.T.T.

<sup>63</sup> Who's who 1987-1988, Paris, Editions Jacques Laffitte, 1987, p. 1130. [BNF]

<sup>64</sup> Notification de nomination, 9 mai 1968, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>65</sup> Notice de Jean Michaudet (CV) 1945 à 1986, s. d. [1986], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

*télécommunications (en remplacement de M. Emile Sage nommé inspecteur général) (mai 1968<sup>66</sup>-1977).*<sup>67</sup>

13 juin 1968 : Nommé conseiller technique au cabinet du ministre des Postes et Télécommunications (André Bettencourt) le 11 juin 1968 (Arrêté n°1508 du 11 juin 1968, *J.O.* du 13 juin 1968).<sup>68</sup>

18 juillet 1968 : Nommé conseiller technique du ministre des Postes et Télécommunications (Y. Guéna) le 15 juillet 1968 (arrêté n°1868 du 15 juillet 1968, *J.O.* du 18 juillet 1968).<sup>69</sup>

-1969 :

22 octobre 1969 : Membre de la commission de modernisation du VIe Plan Commissariat Général au Plan, Commission des Télécommunications (rattaché à la commission des transmissions) *J.O.* du 22 octobre 1969.<sup>70</sup>

14 novembre 1969 : Assiste en tant que directeur-adjoint, 2ème sous-direction “Affaires Commerciales” à la Direction de l’exploitation et des Affaires Commerciales, au Comité Technique Paritaire Central de la Direction Générale des Télécommunications dont l’ordre du jour porte sur : -L’organisation des services commerciaux des Télécommunications; -Les problèmes de sécurité du personnel aux Télécommunications.

-1970 :

Participe en 1970 aux travaux du Comité des études à long terme Postes et Télécommunications du Commissariat Général au Plan.<sup>71</sup>

-1971 :

Juillet 1971 : Adjoint au Directeur des Affaires commerciales et Internationales.<sup>72</sup> Chargé des affaires commerciales des Télécommunications puis chargé des affaires financières (montage des opérations de location vente, puis des sociétés de financement des télécommunications, établissement des conventions et des contrats.<sup>73</sup> *Adjoint au directeur des affaires commerciales et internationales en 1971 où il est chargé des affaires commerciales des télécommunications, puis des affaires financières.*<sup>74</sup>

25 mai 1971 : assiste (en même temps que entre autres L. Boulet) à la séance du Comité technique paritaire central dont l’ordre du jour porte sur le Projet de régionalisation du service des télécommunications (réalisation de la deuxième phase).<sup>75</sup>

---

<sup>66</sup> Nommé directeur adjoint à la direction générale des Télécommunications par arrêté publié au *J.O.* du 4 mai 1968. Postes et Télécommunications, n°150-151, juin-juillet 1968, p. 12.

<sup>67</sup> Messages des P.T.T., n°315, avril 1982, p. 34. [CHP]

<sup>68</sup> Bulletin Officiel des P.T.T., 1968, “ Blanc ”, p. 20z.

<sup>69</sup> Bulletin Officiel des P.T.T., 1968, “ Blanc ”, p. 43z.

<sup>70</sup> G. Chenour, “ Les télécommunications dans le VIe Plan ”, in ? La planification en France ?, A.N., C.A.C., archives E.N.S.P.T.T., 950497/24.

<sup>71</sup> Commissariat général au Plan, Postes et Télécommunications, Paris, Armand Colin, 1970, p. 253. BHPT : PC 483.

<sup>72</sup> La Lettre hebdo. L’hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 15 mars 1982, n°141, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

<sup>73</sup> La Lettre hebdo. L’hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 15 mars 1982, n°141, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

<sup>74</sup> Messages des P.T.T., n°315, avril 1982, p. 34. [CHP]

<sup>75</sup> Procès verbal de la séance du 25 mai 1971, A.N., C.A.C., 910952/1.

-1972 :

Janvier 1972 : Secrétaire général de la Caisse Nationale des Télécommunications.<sup>76</sup> (1972-1977)<sup>77</sup>.

-1973 :

16 août 1973 : Nommé et titularisé Inspecteur général (arrêté du 16 août 1973 à compter du 7 mars 1973)<sup>78</sup> à la Direction générale des Télécommunications<sup>79</sup>. *Promu Inspecteur général en 1973.*<sup>80</sup>

-1974 :

25 juin 1974 : Le Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications (Pierre Lelong) fait siennes les conclusions de la commission parlementaire de contrôle de la gestion du service public du téléphone en déclarant : “ Il est possible qu'on puisse envisager (mais rien n'est décidé) de faire, à terme, des P.T.T. une société nationale du genre de l'E.D.F. ou de la S.N.C.F., ou deux sociétés nationales plutôt, le téléphone et la poste. C'est une chose qu'on peut envisager, mais la privatisation du service public du téléphone, à mon avis, pas ”. “ Nous manquons d'argent, et en même temps le téléphone est une activité extrêmement rentable qui devrait pouvoir emprunter et rembourser avec l'argent des futurs abonnés. Actuellement, les P.T.T. sont défavorisés parce que les règles qui leurs sont imposées pour la présentation de leur budget ne permettent pas de voir et de démontrer facilement que leur activité est extrêmement rentable. ” “ Il faut être très prudent, et je pense surtout qu'il ne faut rien faire pour le téléphone qui ne procède en même temps d'une volonté de régler les problèmes de la Poste. On parle beaucoup du téléphone, mais je voudrais bien qu'on n'oublie pas la Poste.”<sup>81</sup>

14 août 1974 : En tant qu'Inspecteur général à la Direction générale des Télécommunications, habilité par arrêté du Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications (Pierre Lelong) à signer les marchés passés pour le compte du ministère des Postes et Télécommunications (arrêté n°1878 du 29 juillet 1974, *J.O.* du 14 août 1974).<sup>82</sup>

4 octobre 1974 : Dans une lettre adressée aux parlementaires, l'Association des ingénieurs des Postes et Télécommunications demande “ la création d'un budget annexe des télécommunications, l'amélioration des carrières pour les cent dix mille fonctionnaires de cette branche et le rattachement de son budget et de son personnel à une direction unique des télécommunications pleinement responsable devant son ministre. ”<sup>83</sup>

16 octobre 1974 : Le Conseil des ministres saisi par le Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications (Pierre Lelong) d'un projet de réforme de la Direction Générale des Télécommunications. Le C.N.E.T. dont “ les activités seront redistribuées ”, se consacrera

---

<sup>76</sup> “ Jean Michaudet ”, *La Documentation permanente*, 21 novembre 1986, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

<sup>77</sup> *Who's who 1987-1988*, Paris, Editions Jacques Laffitte, 1987, p. 1130. [BNF]

<sup>78</sup> Notification de nomination, 4 septembre 1973, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>79</sup> Notice de Jean Michaudet (CV) 1945 à 1986, s. d. [1986], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>80</sup> *Messages des P.T.T.*, n°315, avril 1982, p. 34. [CHP]

<sup>81</sup> “ M. Lelong : deux sociétés nationales pour les Postes et Télécommunications ”, *Le Monde*, 26 juin 1974, revue de presse de la Documentation Française, A.N., C.A.C., 820745/16 (F60 bis 5903), boîte “ H IX 4- Télécommunications. Télégraphe 1946 à 1976 inclus. ”.

<sup>82</sup> *Bulletin Officiel des P.T.T.*, 1974, diff Z, doc 1046 Cab 18, p. 125z. [CHP]

<sup>83</sup> “ Des ingénieurs demandent la création d'un budget annexe des télécommunications ”, *Le Monde*, 10 octobre 1974, revue de presse de la Documentation Française, A.N., C.A.C., 820745/16 (F60 bis 5903), boîte “ H IX 4- Télécommunications. Télégraphe 1946 à 1976 inclus. ”

désormais uniquement aux activités de recherche. Son service de contrôle des prix sera rattaché à une nouvelle direction des affaires industrielles. Une direction de la production deviendra responsable de la part ingénierie du C.N.E.T., ainsi que les différentes directions régionales des télécommunications. En outre, le conseil des ministres entérine la nomination des personnalités suivantes : G. Théry remplacerait L.-J. Libois à la tête de la direction générale des Télécommunications. A la tête de la direction de la production est désigné J. Dondoux. A la tête de la direction des Affaires Industrielles est nommé J.-P. Souviron. La direction du C.N.E.T. est confiée Emile Julier qui sera en outre responsable du service des programmes et des affaires financières. La direction des affaires commerciales et internationales est confiée à M. Charles Cotten.<sup>84</sup>

-1977 :

6 janvier 1977 : Directeur Général de la Caisse Nationale des Télécommunications, établissement détenant 50,99% du capital social de FRANCETEL, représentant donc d'un actionnaire comme censeur de FRANCETEL. " En tant que censeur de FRANCETEL, M. Michaudet était simplement chargé, en vertu de l'article 23 des statuts de cette société, de veiller à la stricte application des statuts et ne participait au Conseil d'administration qu'avec voix consultative." <sup>85</sup> *Directeur général (1977-1982) de la Caisse nationale des Télécommunications (sous-direction des Affaires financières et commerciales des Télécommunications)*<sup>86</sup>.

-1979 :

*Directeur général de la société Francetel (1979-1982)*<sup>87</sup>.

2 octobre 1979 : Détaché auprès de la Société Française de Financement des Télécommunications (FRANCETEL) (à la demande de cette société, la Direction Générale des Télécommunications étant favorable à cette mesure) pour une période maximale de 5 ans à compter du 2 octobre 1979 en vue d'y exercer les fonctions de Directeur général (arrêté n°1,662 du 27 juin 1980).<sup>88</sup> Le Détachement de Michaudet à FRANCETEL pose un problème de statut que relève le Directeur du Budget et de la Comptabilité Legouet : ayant été précédemment censeur de la Société FRANCETEL, Michaudet ne pourrait pas en théorie exercer les fonctions de Directeur Général de cette société sans tomber sous le coup de l'article 175. 1 du code pénal qui interdit dans un délai de cinq ans toute participation d'un fonctionnaire par travail, conseil ou capitaux dans une société qu'il a auparavant contrôlé, conseillé ou rencontré dans le cadre de commissions des marchés. Difficulté contournée en estimant que malgré le statut d'entreprise privée de FRANCETEL, sa nature (quasi totalité des capitaux provenant d'entreprises publiques) en fait une entreprise publique sortant de la catégorie (entreprises privées) concernée par l'article 175. 1. Difficulté contournée également en estimant que la qualité de censeur exercée précédemment par Michaudet ne se faisait pas

---

<sup>84</sup> " Modification au sein de la directions générale des télécommunications ", *Le Monde*, 17 octobre 1974, revue de presse de la Documentation Française, A.N., C.A.C., 820745/16 (F60 bis 5903), boîte "H IX 4- Télécommunications. Télégraphe 1946 à 1976 inclus "

<sup>85</sup> Lettre dactylographiée du Chef de service du personnel de la direction générale des Télécommunications, D. Varloot, au directeur du Personnel et des Affaires Sociales, 17 janvier 1980, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>86</sup> A.N., 950497, archives de l'E.N.S.P.T.T., dossier correspondance 1974, *Des nouvelles de la rue Barrault*, lettre amicale à tous les anciens dispersés par le vaste monde, janvier 1974.

<sup>87</sup> *Who's who 1987-1988*, Paris, Editions Jacques Laffitte, 1987, p. 1130. [BNF]

<sup>88</sup> Photocopie de l'arrêté, 27 juin 1980, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.



dans le cadre d'une commission de contrôle avec droit de regard étendu sur les documents et comptes mais seulement dans un rôle de surveillance de l'application des statuts de la société FRANCETEL.<sup>89</sup>

-1981 :

Avril 1981 : En tant que Directeur général de la Caisses Nationale des Télécommunications, lance un emprunt controversé à hauteur de 300 millions de dollars réunis par la Chemical Bank et garanti par l'Etat Français.<sup>90</sup>

-1982 :

*Directeur de la promotion à la Direction générale des Postes (1982-1984).*<sup>91</sup>

Depuis 1982 : Administrateur de la société de publicité des P.T.T. (SP.T.T.) et de la Banque Worms.<sup>92</sup>

18 mars 1982 : -Réintégré à l'administration centrale et nommé (sur proposition de L. Mexandeau approuvé au conseil des ministres du 29 septembre 1982) directeur des centres financiers et informatiques à la Direction Générale des Postes (arrêté n°0911 du 6 avril 1982)<sup>93</sup>, en remplacement de Jean Guetat (*J.O.* du 20 mars 1982 p. 885)<sup>94</sup>, remplacé par Jean Vidal comme directeur général de Francetel et comme directeur général de la Caisse Nationale des Télécommunications (CNT).<sup>95</sup>

-Détaché de son corps d'origine dans l'emploi de directeur des centres financiers et informatiques à la Direction Générale des Postes pour une durée maximale de 5 ans à compter du 18 mars 1982 (arrêté n°1492 du ministre des P.T.T. en date du 2 juin 1982 à compter du 18 mars 1982 *J.O.* du 13 juin 1982 p. 5589).<sup>96</sup>

4 octobre 1982 : Directeur de la Promotion à la Direction Générale des Postes<sup>97</sup> (décret du 4 octobre 1982 *J.O.* du 6 octobre 1982.)<sup>98</sup>, Aupied étant chargé de mission auprès de Michaudet.<sup>99</sup>

21-24 septembre 1982 : Le groupe de travail Po/GT9 de la C.E.P.T. se réunit à Vienne (Autriche) sous la présidence de Michaudet. Ce groupe créé en 1960 est chargé d'étudier les

---

<sup>89</sup> Avis juridique de G. Legouet, 25 mars 1980, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33. “ (...) la Société FRANCETEL relève du droit privé. Créée en 1975 sous le régime de la loi du 24 décembre 1969, elle possède le statut de banque ou d'établissement financier. Elle a été inscrite le 15 octobre 1975 sur la liste des banques françaises en qualité de banque de crédit à long et moyen terme. (...) Elle est formée en totalité de capitaux provenant d'établissements publics (exception faite seulement des huit actions détenues légalement par les fonctionnaires membres du conseil d'administration). A ce titre, elle se trouve soumise à la Cour des comptes, en application de l'article 6bis de la loi du 23 juin 1967 relative à la Cour des Comptes (...). *Ibid.*, p. 2.

<sup>90</sup> *Le Nouvel économiste*, 3 avril 1981, dans la revue de presse *PVI Pour Votre Information*, 8 avril 1981, p. 18, A.N., C.A.C., 840665/3 (F 90 bis 6344).

<sup>91</sup> *Who's who 1987-1988*, Paris, Editions Jacques Laffitte, 1987, p. 1130. [BNF]

<sup>92</sup> “ Jean Michaudet ”, *La Documentation permanente*, 21 novembre 1986, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

<sup>93</sup> Notice de Jean Michaudet (CV) 1945 à 1986, s. d. [1986], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>94</sup> Photocopie du *J.O.* du 20 mars 1982, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>95</sup> *INF. TELECOM ET TELEMATIQUE*, n°1254, 21 avril 1982, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665 (F 90 bis 6345).

<sup>96</sup> Photocopie du *J.O.* du 13 juin 1982 p. N.C. 5589, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>97</sup> Notice de Jean Michaudet (CV) 1945 à 1986, s. d. [1986], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>98</sup> Photocopie du *J.O.* du 6 octobre 1982 p. 2971, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>99</sup> “ Organigramme de la Direction Générale des Postes ”, *La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste*, 22 novembre 1982, n°172, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

questions relatives à la promotion, à la réglementation et à l'exploitation des services financiers postaux. Seront évoqués à Vienne les questions de sécurité, le suivi de l'évolution des moyens de paiement et les possibilités de développement de prestations nouvelles, ainsi que le service des postchèques et les problèmes généraux d'exploitation des différents secteurs d'activité.<sup>100</sup>

Novembre 1982-juin 1984 : Directeur de la Promotion à la Direction générale des Postes.<sup>101</sup>

-1983 :

21 octobre 1983 : Participe (avec entre autres Zuber, Daucet, Meynié, Profit, Aron) à la réunion Cabinet/DGP, consacrée à : 1- l'Evaluation à cette date de la répercussion des mouvements de grève sur les finances de la Poste. 2- Le budget 1984. La DGP estime que l'impact véritable des grèves ne pourra être connu que dans 6 ou 8 mois. Il est estimé que la perte de recettes s'élèvera à 3%.<sup>102</sup>

-1984 :

24 janvier 1984 : Participe à une réunion commune entre le Cabinet du ministre des P.T.T., la Direction Générale des Postes (DGP) et le Service Information Communication des Postes (SIC) à laquelle assistent entre autres Zuber, Dupeyron, Daucet, Ruat, Viet. (1-Plan de communication de la Poste. 2-Micro informatique à la Poste.). Daucet annonce la création à la DGP sous la responsabilité de C. Viet d'une Mission Communication chargé notamment des relations avec le SIC et avec les Services Extérieurs.<sup>103</sup>

23-24 mai 1984 : Participe en tant que Directeur de la promotion, à l'assemblée plénière de la C.E.P.T. dans le cadre du 25<sup>e</sup> anniversaire de la C.E.P.T. qui se déroule à Montreux (avec entre autres, Profit, Daucet, Migone).<sup>104</sup>

1er juillet 1984 : Réintégré dans le corps des Inspecteurs généraux et Détaché à la même date auprès de la Banque de Bretagne pour une période maximale de 5 ans à compter du 1er juillet 1984 en vue d'y exercer les fonctions de Président du Conseil d'Administration (arrêté n°3663 du 16 septembre 1985 à compter du 1er juillet 1984)<sup>105</sup>, nomination de président du Conseil d'administration de la Banque de Bretagne le 27 juin 1984 (arrêté du ministère de l'Economie et des Finances et du Budget du 27 juin 1984 *J.O.* du 3 juillet 1984 p. 2088).<sup>106</sup> Président directeur général de la Banque de Bretagne (1984-1986)<sup>107</sup>.

-1985 :

Depuis 1985 : Administrateur du G.I.E. "Union de garantie et de placement."<sup>108</sup>

---

<sup>100</sup> La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 20 septembre 1982, n°163, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

<sup>101</sup> "Jean Michaudet", La Documentation permanente, 21 novembre 1986, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

<sup>102</sup> Compte rendu de la réunion Cabinet/DGP du 21 octobre 1983, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 19840662/7.

<sup>103</sup> Compte rendu de la réunion du 24 janvier 1984, archives de la Poste, archives Zuber, A.N., C.A.C., 19850604/2 (F90 bis 6964).

<sup>104</sup> C.E.P.T., Assemblée plénière. Réunions dans le cadre du 25<sup>e</sup> anniversaire. Montreux (Suisse) 23 et 24 mai 1984, C.E.P.T., 1984, p. 49, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 960441/2.

<sup>105</sup> Extrait de l'arrêté du 16 septembre 1985, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>106</sup> Photocopie du *J.O.*, 3 juillet 1984, p. 2088, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>107</sup> Who's who 1987-1988, Paris, Editions Jacques Laffitte, 1987, p. 1130. [BNF]

<sup>108</sup> "Jean Michaudet", La Documentation permanente, 21 novembre 1986, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

Président de l'Union de garantie de placement (1985).<sup>109</sup>

-1986 :

7 août 1986 : Réintégré dans les cadres de l'Administration (anciennement détaché à la Banque de Bretagne, remplacé au poste de Président du Conseil d'Administration par X.-H. de Villeneuve par décret du 24 juillet 1986) et affecté au service de l'Inspection Générale à compter du 1er août 1986 (arrêté n°3120 du 7 août 1986).<sup>110</sup>

-1988 :

Président de l'Association française des intervenants sur les marchés de taux (AfiMAT) (1988).<sup>111</sup>

4 avril 1988 : Admis à faire valoir ses droits à la retraite (arrêté en date du 30 mars 1988 à compter du 4 avril *J.O.* du 8 avril 1988 p. 4666).<sup>112</sup>

### **Activités politiques, syndicales, associatives :**

Fait partie du groupe de travail n°1 " Le rôle de l'Etat " à la 22<sup>e</sup> session du C.H.E.A.<sup>113</sup> qui produit un rapport de 66 p. (1<sup>ère</sup> partie Les données de fait et de droit : La situation de l'agriculture française, Les conséquences du traité de Rome. 2<sup>e</sup> partie Une politique d'ensemble : le revenu des agriculteurs, La consommation, Les secteurs intermédiaire. 3<sup>e</sup> partie application par produit : Le lait et la viande, Le vin, Les fruits et légumes).<sup>114</sup> Effectue un voyage d'étude à Lyon et Nîmes avec son groupe de travail au C.H.E.A. qui donne lieu à un rapport de 41 p. (+21 p. d'annexe) sur plusieurs industries alimentaires de la région lyonnaise et nîmoise (caves coopératives, usine laitière, distribution alimentaire, marchés-gare etc.).<sup>115</sup>

### **Oeuvres, articles, rapports, cours, violon d'Ingres, entretiens :**

-1959 :

Février 1959 : Avec M. Rozes : " Le budget de 1959 ", Revue des P.T.T. de France, n°1, janvier-février 1959, p. 2-6 (Les diverses catégories de dépenses sur Budget annexe, - dépenses de fonctionnement, -dépenses d'équipement; Le financement des dépenses, - l'évolution depuis 1949, -les recettes prévues pour 1959).<sup>116</sup>

-1966 :

" Les P.T.T. dans le marché financier " , Revue des Postes et Télécommunications de France, n°3, 1966, p. 26 (Place particulière des P.T.T. du point de vue financier : seule grande entreprise qui ne recourt aux capitaux extérieurs que pour le financement d'une faible part de ses investissements; Situation peu satisfaisante du point de vue des moyens accordés à un service public qui ne parvient pas à faire face à ses besoins; élargir le marché de l'épargne à long terme et permettre aux P.T.T. de se lancer dans ce type d'épargne).<sup>117</sup>

---

<sup>109</sup> Who's who 1987-1988, Paris, Editions Jacques Laffitte, 1987, p. 1130. [BNF]

<sup>110</sup> Photocopie de l'arrêté, 7 août 1986, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>111</sup> Who's who 1989-1990, Paris, Editions Jacques Laffitte, 1989, p. 1137. [BNF]

<sup>112</sup> Photocopie du *J.O.* du 8 avril 1988, p. 4666, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>113</sup> Archives du C.H.E.A., Répartition des groupes de travail de la 22<sup>e</sup> session, A.N., C.A.C., 780392/89.

<sup>114</sup> Archives du C.H.E.A., Rapport du groupe I de la 22<sup>e</sup> session du C.H.E.A., A.N., C.A.C., 780392/90.

<sup>115</sup> Archives du C.H.E.A., Compte rendu des missions, A.N., C.A.C., 780392/89.

<sup>116</sup> " Le budget de 1959 ", Revue des P.T.T. de France, n°1, janvier-février 1959, p. 2-6.

<sup>117</sup> Revue des Postes et Télécommunications de France, n°3, 1966, p. 26.

Juin 1966 : “Intérêt des études économiques et financières”, Journées nationales d'études pédagogiques de Menars des 13, 14 et 15 juin 1966, p. 29-38 (Etudes économiques faites selon la méthode déductive et aux méthodes mathématiques; recensement, sondages, complémentaire de la méthode déductive et des mathématiques; beaucoup de phénomènes aléatoires demeures).

-1966-1967 :

Assure le cours de 1ère année de l'E.N.S.P.T.T. année scolaire 1966-1967, sur La gestion financière et la comptabilité de l'administration des Postes et Télécommunications.<sup>118</sup>

-1971 :

Avec M. Desbat : “Pour une esthétique du téléphone”, Revue française des Télécommunications, n°1, octobre 1971, p. 30-33.<sup>119</sup>

-1972-1973 : Conférencier au cours Télécommunications de l'E.N.S.P.T.T. 1972-1973, assure le cours sur les affaires & l'exploitation commerciale 13 février 1973, les affaires financières 8 mars 1973.<sup>120</sup>

-1972 :

4 août 1972 : Professeur de Télécommunications aux élèves de 1ère année et de 3ème année de l'E.N.S.P.T.T. 4 août 1972.<sup>121122</sup>

-1973 :

19 mars 1973 : Fait un exposé le 19 mars 1973 à la Commission spécialisée des Marchés de l'Electronique et de Télécommunications sur les Sociétés de financement pour l'achat de matériels d'équipement des télécommunications au Ministère des Postes et Télécommunications.<sup>123</sup>

-1975 : Assure en 1975 les six séances de cours de l'E.N.S.P.T.T. sur Les services et facilités du téléphone. Une séance sur Les concurrents du téléphone. Une séance (avec Delmas) sur la nécessité d'une politique commerciale, quatre séances (avec M. Fauvet et M. Plisson) sur Les problèmes financiers aux Télécommunications<sup>124</sup>

-1979 : Donne des cours à l'E.N.S.P.T.T. Management Gestion financière en 1979 aux 3è année promotion; 1979-80 : problèmes institutionnels des Télécommunications, Gestion de la trésorerie à la Caisse Nationale des Télécommunications, techniques de financement (CNT et Finextel).<sup>125</sup>

-1982 :

30 septembre-2 octobre 1982 : participe au colloque organisé à Ronce-les-Bains (Charente maritime) par l'Association des élève et ancien élèves de l'E.N.S.P.T.T. (sur le thème “ Vers la concertation P.T.T.-usagers ”. Il participe à ce moment à la table ronde consacrée à “ la concertation ” à laquelle participent entre autres J. Daucet, A. Darrigrand, F. Aron (trois thèmes débattus : -Comment définir la concertation; -Quel est l'intérêt véritable de la concertation; -Selon quelles modalités peut-on l'organiser, la mettre en oeuvre?)<sup>126</sup>

---

<sup>118</sup> A.N., C.A.C., archives de l'E.N.S.P.T.T. 950497/22, Plans de cours 1966-1967.

<sup>119</sup> Rubrique bibliographique de la Revue des P.T.T. de France, n°2, 1972, p. 78.

<sup>120</sup> Planning des cours télécommunications de l'E.N.S.P.T.T., A.N., C.A.C., archives E.N.S.P.T.T. 950497/24.

<sup>121</sup> A.N. C.A.C., archives de l'E.N.S.P.T.T. 950497/65, carton 65, dossiers statistiques, liste au 4 août 1972.

<sup>122</sup> A.N. C.A.C., archives de l'E.N.S.P.T.T. 950497/65, carton 65, dossiers statistiques, liste au 4 août 1972.

<sup>123</sup> A.N. C.A.C. archives de l'E.N.S.P.T.T., exposé de J. Michaudet, 1973, 950497/24.

<sup>124</sup> A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T., 950497 carton 1, dossier correspondance 1975, Programme de l'E.N.S.P.T.T. sur l'enseignement de connaissance de l'entreprise, décembre 1975.

<sup>125</sup> A.N., 950497, carton 26, E.N.S.P.T.T., enseignement management promotion 1979-1980.

<sup>126</sup> Communiquer, n° spécial XXe journées d'études, 1983, archives de la Poste, archives Zuber, A.N., C.A.C., 19850604/2 (F90 bis 6964).

-1984 :

Début 1984 : Auditionné par Jacques Chevallier lorsque celui-ci prépare son rapport L'avenir de la Poste. Rapport de mission au ministre des Postes et Télécommunications et de la Télédiffusion, Paris, La Documentation Française, juin 1984.<sup>127</sup>

### **Décorations, distinctions honorifiques :**

Chevalier de la Légion d'Honneur le 28 décembre 1967 (décret du 28 décembre 1967, *J.O.* du 31 décembre 1967)<sup>128</sup> ; Officier de la Légion d'honneur (décret du 11 juillet 1980 *J.O.* du 13 juillet 1980)<sup>129</sup> sur la proposition de Norbert Segard.<sup>130</sup>

Chevalier de l'Ordre National du Mérite par décret du Président de la République en date du 24 juin 1964 pris sur le rapport du Premier Ministre et du Ministre des Postes et Télécommunications (*J.O.* du 26 juin 1964).<sup>131</sup> Chevalier (1949<sup>132</sup>), Officier (24 mars 1972<sup>133</sup>), Commandeur de l'Ordre National du Mérite (décret du Président de la République du 7 août 1985 *J.O.* du 10 août 1985) en même temps que B. Arragon.<sup>134</sup>

On trouve un Michaudet (Ing.) proposé par l'E.N.S.P.T.T. au titre des professeurs à l'E.N.S.P.T.T. ou cycles préparatoires, dans l'Ordre des Palmes Académiques en 1981.<sup>135</sup> Proposé par R. Fort (directeur des études de l'E.N.S.P.T.T.) en février 1981 pour les Palmes Académiques.<sup>136</sup>

---

<sup>127</sup> Annexes du rapport de J. Chevallier, p. 123, SNA.

<sup>128</sup> Bulletin Officiel des P.T.T., 1967, "Blanc", p. 95. [CHP]

<sup>129</sup> Bulletin Officiel des P.T.T., 1980, "Saumon", Cab., 270 cab 12, p. 1. [CHP]

<sup>130</sup> Lettre dactylographiée de N. Segard à J. Michaudet, 10 juillet 1980, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

<sup>131</sup> Bulletin Officiel des P.T.T., 1964, "Blanc", p. 29. [CHP]

<sup>132</sup> A.N., F90 21139, dossier 8 "Notes relatives aux administrateurs", Tableau des promotions 1930 à 1959, déjà titulaires d'un grade dans l'Ordre National du Mérite.

<sup>133</sup> Bulletin Officiel des P.T.T., 1985, t. 2, "Saumon", Cab., 245 cab. 9, p. 1. [CHP]

<sup>134</sup> Bulletin Officiel des P.T.T., 1985, t. 2, "Saumon", Cab., 245 cab. 9, p. 1. [CHP]

<sup>135</sup> A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T., 950497 carton 1, lettre de Roger Fort (directeur des études de l'E.N.S.P.T.T.) à l'Inspecteur général directeur de l'Enseignement Supérieur Administratif, 2 février 1981.

<sup>136</sup> Lettre de R. Fort à M. l'Inspecteur général, directeur de l'Enseignement Supérieur Administratif, 2 février 1981, A.N., C.A.C., archives de l'E.N.S.P.T.T., 950497/16.